



# WANEP-Côte d'Ivoire

West Africa Network for Peacebuilding

Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix

---

## DECLARATION DE WANEP-CI A LA FAVEUR DE LA 29<sup>ème</sup> SESSION DES JOURNEES D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Chaque année, le monde entier observe 16 jours d'activisme contre la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles. Cette campagne internationale annuelle débute le 25 novembre avec la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et s'achève le 10 décembre avec la Journée des droits de l'homme. Lancée en 1991 par des activistes au Women's Global Leadership Institute, cette campagne mobilise chaque année les organisations de femmes du monde entier et toutes personnes vouées à leur cause. Elle fait office de stratégie de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

En effet, la violence à l'égard des femmes et des filles, se manifeste sous des formes variées et est très répandue dans le monde : viol, violence dans la famille, harcèlement sur le lieu de travail, violence à l'école, mutilations génitales féminines et autres violences sexuelles. En cette année 2019, le Système National d'Alerte Précoce (NEWS) de WANEP Côte d'Ivoire, a observé trente-cinq (35) cas de violences sexuelles à l'égard des femmes et des jeunes filles. Ces violences sexuelles sont en majorité des cas de viol sur les jeunes filles mineures.

Le WANEP (West Africa Network for Peacebuilding) Côte d'Ivoire, à l'orée de la 29<sup>ème</sup> session des journées d'activisme de cette année dont le thème national est : « violence sexuelle exercée sur les enfants, mobilisons-nous pour la tolérance zéro » est très préoccupé. En effet, la situation sociale actuelle du pays est marquée par la récurrence des cas de viol des fillettes dont des bébés. Convaincu que seules des actions concertées de sensibilisation, de plaidoyer et de réprimande sévère des auteurs peuvent changer la situation, le WANEP-CI est partie prenante de cette campagne.

Ainsi, le Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix section Côte d'Ivoire, appelle à la mobilisation de tous les acteurs sociaux et politiques pour la lutte contre cette violation insidieuse des droits fondamentaux.

A cette fin, le WANEP-CI demande :

➤ **Au gouvernement et décideurs politiques de :**

- S'impliquer de façon plus déterminée dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles et accélérer la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre les violences sexuelles ;
- Renforcer les lois pénales en matière de violence à l'égard des femmes de sorte à punir plus sévèrement les auteurs et veiller à leur mise en œuvre effective ;
- Accélérer l'opérationnalisation de l'Observatoire National de l'Equité et du Genre pour mieux prendre en charge ces questions.

➤ **Aux médias de :**

- S'engager davantage dans l'éducation à la citoyenneté et à la paix des populations à travers des débats et des émissions qui divulguent non seulement les conséquences des violences sexuelles sur les victimes mais aussi les sanctions prévues par la loi.

➤ **A la Société Civile de :**

- Se mobiliser davantage pour la lutte contre les violences sexuelles dont les femmes et les filles sont victimes ;
- Renforcer l'Education à la citoyenneté et à la sexualité des populations ;
- Sensibiliser davantage les populations sur la thématique ;
- Engager un plaidoyer auprès des bailleurs afin qu'ils inscrivent la situation de violence à l'endroit des femmes et des filles à l'ordre de leurs priorités.

➤ **Aux partenaires financiers de :**

- Soutenir la Société Civile dans ses divers plaidoyers

➤ **Aux parents de :**

- Observer la vigilance et la veille à l'endroit des filles par rapport à toute personne : parents, proches, amis ;
- Avoir le courage de dénoncer les auteurs de violence à l'égard des femmes et des filles ;
- Soutenir et participer aux activités de sensibilisation des ONG sur les conséquences néfastes des violences à l'égard des femmes et des filles.

➤ **Aux chefs traditionnels et aux leaders communautaires de :**

- S'engager à dénoncer toute VBG dans leurs communautés ;
- Arrêter de faire des règlements à l'amiable ;

Fait à Abidjan, le 25 Novembre 2019